

GENEVE • LES LOCAUX
de «La Suisse» à l'Etat

Un toit pour la Maison des associations

«Finalement, c'est une belle mort pour ces locaux», a commenté un des liquidateurs de la faillite de la société Sonor SA, propriétaire de *La Suisse*. Les deux immeubles qui abritaient le quotidien disparu ont été dispersés hier aux enchères et, à la surprise générale, c'est l'Etat qui s'en est porté acquéreur pour 1,61 million de francs. A la plus grande joie de la Fédération pour l'expression associative (FEA) qui plaçait depuis des mois son dossier prévoyant la création d'une Maison des associations socio-politiques entre ces murs qu'il va falloir maintenant réhabiliter.

En début de semaine, Laurent Moutinot, le chef du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement (DAEL) avait pourtant signifié à la FEA qu'un achat était hors de question, car hors de prix. La dernière estimation des bâtiments atteignait 4 millions de francs.

Amèrement déçus, les promoteurs de la maison des Associations avaient encore tenté de convaincre le secrétaire général de Laurent Moutinot et, sans trop y croire, s'étaient pendus au téléphone pour alerter des députés acquis à leur cause. «On ne voulait pas admettre que tout était fini, explique Régis de Battista, une des chevilles ouvrières de la FEA. Nous avons aussi essayé d'obtenir un prêt bancaire, mais c'était évidemment un peu tard.»

Apparemment c'est bien une conversation téléphonique qui a fait changer d'avis le chef du DAEL, mais c'est lui qui avait pris l'initiative de cet appel. «Hier, en fin d'après-midi, Laurent Moutinot m'a contacté pour avoir davantage de renseignements sur cette vente, indique Me Bernard Ziegler, l'ancien conseiller d'Etat qui fait partie de l'équipe des liquidateurs de Sonor SA. Je lui ai précisé que dans un cas de vente forcée comme celui-ci, il y avait évidemment une valeur d'estimation, mais que seules comptaient les offres qui seraient faites.» Celles des représentants de deux banques et d'un promoteur ont fait démarrer les enchères très modestement et, pour les deux lots, 5000 francs supplémentaires ont permis à l'Etat de l'emporter.

«Rien n'est décidé, mais on espère bien que les locaux nous seront attribués, se réjouit Régis de Battista. Qui se prépare à organiser les travaux de rénovation que la FEA s'est engagée de prendre à sa charge.